

UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES

DU MAROC

SECRETARIAT GENERAL

MANIFESTE POLITIQUE DE L'U.N.E.F.P.

(adopté par le Comité Central le 13 Octobre 1968)

---

L'Union Nationale des Forces Populaires rappelle que le problème fondamental dont toutes les données économiques, sociales, culturelles et politiques sont la conséquence, reste l'alternative de la dépendance et de la libération :

- la voie de la dépendance représente et sert les intérêts de la féodalité, de la bourgeoisie mercantile et des mandarins modernes. Ces classes jouant le rôle d'agents et intermédiaires de la dépendance, consomment une partie du revenu national qui s'ajoute à la partie plus importante extorquée et exportée par l'impérialisme, en même temps qu'elles font payer aux masses populaires les frais généraux de gestion et de répression. Les intérêts de ces classes parasites ayant pour fondement le détournement à leur profit des privilèges de l'économie coloniale et le pillage des ressources nationales, elles s'opposent à priori à tout contrôle populaire effectif sur l'appareil d'Etat, d'autant plus que le renforcement de leurs intérêts et l'élargissement de leurs fortunes ont pour conséquence et pour contrepartie la régression sociale et économique des masses populaires.
  
- quant à la voie de la libération, qui implique la reconversion des structures coloniales de l'économie et leur transformation au profit des masses populaires par le moyen de la planification scientifique, elle est en même temps la voie de la construction au profit du peuple et avec sa participation effective. La libération signifie en tout premier lieu l'arrêt du drainage des ressources du pays vers l'extérieur, afin de créer les conditions nécessaires à l'accumulation du surplus économique à l'intérieur du pays. Elle signifie aussi la juste redistribution du revenu national c'est-à-dire la liquidation des intérêts des classes parasites qui vivent des profits qui leur assure leur rôle d'agents de la dépendance.

La construction sur ces bases ne peut se faire sans la participation effective des masses populaires à la gestion des affaires publiques à tous les niveaux, c'est-à-dire sans la démocratie authentique.

L'alternative de la dépendance et de la libération, qui a été et reste le problème fondamental dans notre pays, revêt actuellement un caractère de gravité jamais atteint. Cela se manifeste dans la dégradation incontestée de la situation économique et la régression accélérée du niveau de vie des masses laborieuses au point que notre pays se trouve en tête des pays sous-développés où l'aggravation du sous-développement est confirmée par les statistiques des organisations internationales.

L'Union Nationale des Forces Populaires qui incarne la continuité du mouvement populaire de libération depuis la domination coloniale directe, incarne aussi la voie de la libération et la lutte de libération. Elle a mené et continue à mener la lutte de libération ininterrompue pour la réalisation des conditions et des moyens de la libération qui se confond et ne fait qu'un avec la construction de la société socialiste appuyée sur les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants et les intellectuels révolutionnaires. L'Union Nationale des Forces Populaires poursuit le combat incessant contre les ennemis de la libération qui sont la féodalité fabriquée par le Protectorat, la bourgeoisie compradore et les mandarins modernes serviteurs et bénéficiaires de l'exploitation et de l'oppression. La domination de ces classes parasitaires sur l'appareil de l'Etat, et tout particulièrement celles des éléments issus de la féodalité fabriquée par le Protectorat, fait que tous les moyens de la répression sont dirigés contre l'U.N.F.P. qui menace les intérêts et l'existence de ces classes.

Toutes les méthodes utilisées visent à mettre notre organisation dans la situation de parti hors la loi, en étouffant son activité légale, en interdisant sa presse, en arrêtant et en enlevant ses militants et ses dirigeants, et en organisant constamment des provocations contre elle, afin de trouver plus facilement les prétextes à son élimination définitive. Mais l'U.N.F.P. qui incarne un mouvement historique ayant ses racines profondes dans notre peuple, a pu résister à toutes les manoeuvres et machinations à

poursuivre le combat malgré tous les moyens de terreur et de répression.

En fait si les gouvernants ont dû abandonner progressivement les moyens détournés fondés sur la falsification de la démocratie, sur les procès organisés contre la presse, sur les méthodes d'intimidation et sur toutes les formes de la répression déguisée, c'est parce que les moyens détournés accompagnés des campagnes d'intoxication de dont avérés de moins en moins efficaces. Ces moyens sont devenus insuffisants au moment où les masses populaires qui vivent et subissent les conséquences de la politique d'appauvrissement et de répression culturelle ont pu voir les gouvernants reconnaître eux-mêmes leur échec et déclarer officiellement qu'ils ne savent pas comment sortir le pays de la situation où ils l'ont mis. Ainsi, la politique anti-populaire fondée sur la dépendance, s'est condamnée elle-même, tandis que ses résultats concrets la condamnent de façon encore plus manifeste.

La réalité est que les gouvernants étaient parfaitement conscients de la nature de leur politique et de ses conséquences inévitables et ont pris à l'avance les mesures de précaution qui leur étaient nécessaires. En même temps qu'ils ont choisi l'utilisation de la démocratie falsifiée et de la constitution octroyée, ils ont prévu les moyens qui leur seraient nécessaires si les méthodes de falsification s'avéraient inopérantes. Ils ont prévu en particulier, l'article relatif à "l'état d'exception". C'est pourquoi nous devons rappeler que ce qu'on appelle "l'état d'exception" est la conséquence inéluctable de la constitution octroyée et de la faillite de l'expérience fondée sur la démocratie falsifiée. "l'Etat d'exception" n'est rien d'autre qu'une formule juridique qui est en même temps l'expression du refus de tout contrôle populaire sur l'appareil d'état et de la justification à l'utilisation systématique de la répression et de la force brutale non déguisée.

Nous considérons donc que lever "l'état d'exception" actuel pour revenir tout simplement à la situation qui l'a précédé sans une refonte profonde de la constitution, ne fera que placer le pays dans les situations instables qui varient des formes multiples d'état d'exception déguisés à l'état

d'exception déclaré et officiel. La position qui se limite à demander la levée de l'état d'exception s'explique par la nature des intérêts et aspirations de la bourgeoisie qui entend récupérer son influence sur l'appareil d'Etat comme moyen de garantir l'extension de ses privilèges au nom de "la marocanisation de l'économie".

Le pays se débat dans une crise plus grave que jamais qui est l'aboutissement de la politique de dépendance suivie depuis huit ans. Il ne s'agit pas d'une crise résultant de la mauvaise gestion de tel ministre ou groupe de ministres et qui se résoudrait par leur remplacement. Il s'agit des conséquences de la désorganisation politique et institutionnelle dont les principales manifestations sont l'isolement total des gouvernants par rapport aux gouvernés, l'inexistence de tout contact réel entre eux, le recours aux moyens de pression et de répression matérielle et morale pour acquérir une apparence d'adhésion populaire et les campagnes d'intoxication tendant à camoufler la faillite d'une politique avec les discussions créées de toutes pièces autour des "remaniements" ministériels.

L'U.N.F.P., consciente de la gravité des conséquences qui résulteront inéluctablement du maintien de la situation actuelle, considère que pour sortir le pays de l'impasse où il se débat, la condition nécessaire et préalable est l'acceptation et l'application de la démocratie véritable sans manoeuvres et sans falsification, afin que le pays puisse s'engager dans la voie de la construction sur la base d'une politique de libération conforme aux aspirations des masses populaires.

L'U.N.F.P., expression fidèle et représentant authentique de ces aspirations, considère que l'acceptation et l'application de la voie démocratique, suppose au préalable le rétablissement de la confiance parmi les citoyens et l'élimination de tous les obstacles qui empêchent les masses populaires d'exercer leur droit de discussion et de participation aux affaires publiques. Cela ne peut se faire sans un changement total de l'atmosphère politique actuelle, changement qui constitue un premier pas indispensable pour ouvrir la voie sérieusement et pour préparer avec réalisme les autres étapes essentielles.

- Pour cela, l'U.N.F.P. considère que les mesures suivantes doivent être prises dans une première étape :

- libération de tous les détenus politiques et à leur tête le Camarade Mahjoub BEN SEDDIK, membre du Bureau Politique du Parti,

- promulgation d'un texte d'amnistie générale véritable mettant fin à toutes les équivoques,

- annulation de toutes les atteintes aux libertés publiques et particulièrement les mesures de contrôle et d'interdiction frappant la presse nationale, ainsi que toute les mesures d'étouffement de la liberté d'expression, d'action et d'organisation politique,

- Quant aux étapes essentielles et nécessaires pour sortir le pays de l'impasse politique, telles que l'U.N.F.P. les propose, elles se résument dans le programme suivant :

- la formation d'un gouvernement représentatif, disposant de la confiance des masses populaires et composé d'éléments représentant les organisations qui incarnent la volonté patriotique.

Ce gouvernement doit exercer pleinement ses responsabilités pour l'application d'un programme minimum qu'il devra publier dès sa constitution.

La principale mission de ce gouvernement est la préparation et l'organisation d'élections générales libres dont la sincérité sera garantie par la réforme préalable de la loi électorale réforme qui devra en préciser les dispositions de façon claire et éliminer toutes les ambiguïtés qui laissent la porte ouverte au trucage.

- la principale fonction de l'assemblée élue sera la refonte totale de la constitution dans un sens démocratique conforme au contenu véritable et aux implications concrètes de la souveraineté nationale, afin que le peuple dispose du pouvoir et des moyens nécessaires à la réalisation de ses aspirations.

L'assemblée élue exercera en même temps son contrôle sur le gouvernement après l'avoir investi et adopté son programme, comme elle exercera provisoirement le pouvoir législatif jusqu'à l'élection d'une nouvelle assemblée sur la base de la nouvelle constitution.

L'Union Nationale des Forces Populaires en proposant ce programme minimum, est convaincu de ce qu'il répond au souhait de tous les patriotes sincères désireux et décidés à sortir le pays des impasses multiples où il se débat. L'U.N.F.P. est prête à la discussion constructive sur ces bases et à prendre toutes ses responsabilités dans une atmosphère de confiance, cela à un moment où s'accroît l'installation de l'impérialisme dans notre pays, dont il entend faire une base de pénétration dans le continent africain.